

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

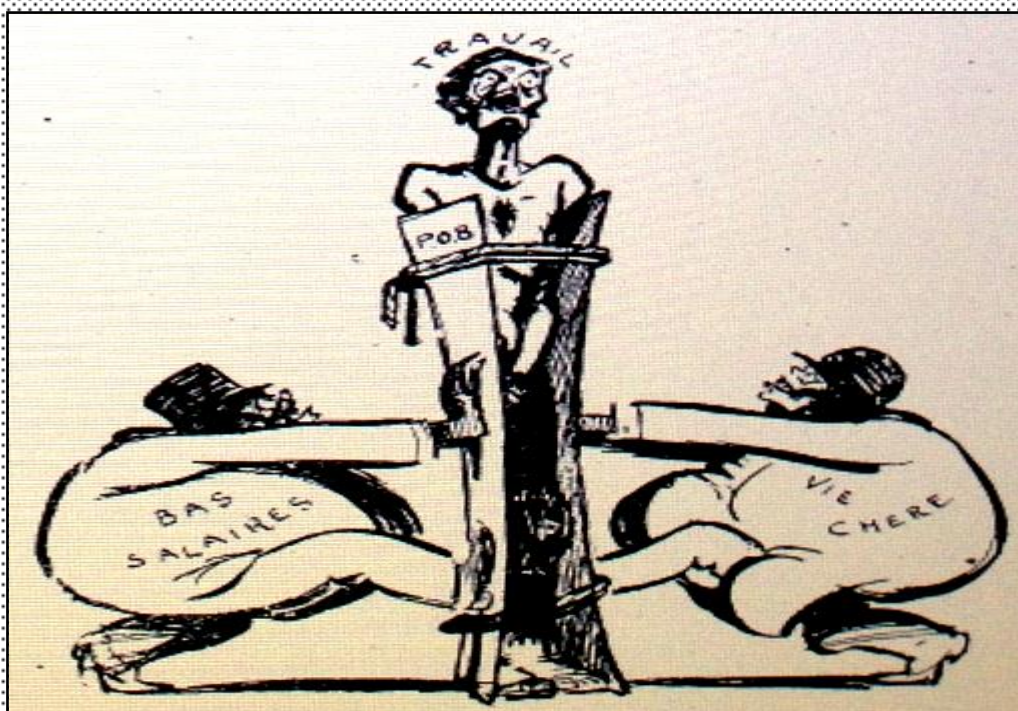
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

04 SEPTEMBRE 2021

N° 276

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Les travailleurs pris dans l'étau entre les bas salaires et la flambée des prix

Éditorial

**SE DÉFENDRE CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX,
C'EST SE PRÉPARER À LA LUTTE !**

Page 3 - 4

LA CÔTE D'IVOIRE APRÈS
LE RETOUR DE GBAGBO.
VERS UNE NOUVELLE
CRISE POLITIQUE ?

Page 5 - 7

RENTRÉE SCOLAIRE
2021-2022 :
LES MÊMES DIFFICULTÉS
POUR LES TRAVAILLEURS

Page 9

AFFAIRE DE VIOL À LA TÉLÉ :
DANS LA SOCIÉTÉ
CAPITALISTE, L'ARGENT EST
DIEU

Page 12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- SE DÉFENDRE CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX, C'EST SE PRÉPARER À LA LUTTE !	3 - 4
- LA CÔTE D'IVOIRE APRÈS LE RETOUR DE GBAGBO. VERS UNE NOUVELLE CRISE POLITIQUE ?.....	5 - 7
- GRÈVE DES AGENTS PÉNITENTIAIRES : L'ÉTAT RÉPOND À LEURS REVENDICATIONS PAR UNE RÉPRESSION VIOLENTE	8
- RENTRÉE SCOLAIRE 2021-2022 : LES MÊMES DIFFICULTÉS POUR LES TRAVAILLEURS	9
- TÉMOIGNAGE D'UNE ÉLÈVE : LES ÉLÈVES SONT TRAITÉS COMME DU BÉTAIL	10
- POUR LA RENTRÉE DES TOUT-PETITS, LES PARENTS TRAINENT LE PAS	10
- LUTTE CONTRE LE COVID : LE GOUVERNEMENT CONTINUE SON CINÉMA !	11
- AFFAIRE DE VIOL À LA TÉLÉ : DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, L'ARGENT EST DIEU !.....	12
- QUI VA PROFITER DE LA DÉCOUVERTE DU PÉTROLE ET DU GAZ ?.....	13
- DÉMAGOGIE SUR LA HAUSSE DES PRIX !.....	13 - 14
- MALI : QUAND LE NOUVEAU POUVOIR JOUE AU JUSTICIER	15

SE DÉFENDRE CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX, C'EST SE PRÉPARER À LA LUTTE !

Une flambée des prix frappe actuellement de nombreux pays en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. De la Côte d'Ivoire au Gabon en passant par le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Bénin, la Centrafrique et bien d'autres pays, les populations pauvres souffrent de la cherté des denrées alimentaires. D'un seul coup, les prix du sucre, de l'huile, du lait en poudre, des pâtes alimentaires, etc. sont montés en flèche. Les prix de la bouteille de gaz, du ciment, du fer à béton ou du carburant ont aussi grimpé dans certains pays, entraînant le renchérissement des loyers et du coût des transports, etc. La vie qui était déjà chère avant cette flambée, devient encore plus chère pour la majorité de la population dont le revenu suffit à peine pour vivre au jour le jour, et encore !

Mais, tant que la colère et les émeutes de la faim n'exploreront pas à la figure des dirigeants au pouvoir, ils continueront de vaquer à leur train-train quotidien et leur vie de château. Quand ils ne nient pas carrément la réalité de la flambée des prix, ils minimisent ses conséquences et rejettent la responsabilité sur les consommateurs qui préféreraient acheter des produits importés plutôt que de « *consommer local* ». Mais comment se fait-il que les prix de l'huile, du sucre ou du gaz qui sont parfois produits localement montent aussi en flèche comme les autres produits ?

Tous disent qu'on ne peut pas faire grand-chose contre ces augmentations car elles sont la conséquence du renchérissement du coût du transport suite à la pandémie du Covid. Ainsi, le responsable est trouvé, c'est le Corona virus, on n'y peut rien ! Mais de qui se moquent-ils ?

Ce n'est pas le virus qui fait que les fins de mois des travailleurs sont difficiles depuis des années et des années, ce sont les bas salaires ! Ce n'est pas le virus qui fait que les petits paysans n'arrivent pas à sortir de la misère alors qu'ils travaillent durement pour produire du café, du cacao, de l'arachide, du coton, du latex ou d'autres cultures de rente. C'est à cause des trusts agro-industriels et des spéculateurs qui imposent leurs lois économiques aux quatre coins de la planète. Ce n'est pas le virus qui fait que d'un côté, la grande majorité de la population s'enfonce de plus en plus dans le chômage et dans la misère alors que de l'autre côté, la richesse s'accumule entre les mains d'une minorité de parasites et d'exploiteurs.

Toutes ces injustices sociales, toutes ces spoliations et cette misère découlent du système capitaliste, un système où ne compte que la recherche du profit individuel des détenteurs de capitaux au détriment de ceux qui produisent les richesses par leur force de travail. Et les dirigeants au pouvoir dans nos pays africains ne sont rien d'autres que des commis de ce système inique, des serviteurs entre les mains des grandes puissances économiques qui dominent le monde. Ils sont soutenus par ces grandes puissances qui leur laissent quelques miettes pour s'engraisser tant qu'ils sont capables de tenir leurs populations en laisse.

Tant que ce système demeurera, la situation de la grande majorité des habitants de cette planète, à commencer par ceux des pays pauvres, ne fera que s'empirer. Les travailleurs et les couches populaires, ne peuvent pas espérer des solutions venant de nos gouvernements. Ils ne peuvent compter que sur leur capacité à se mobiliser, pour imposer des salaires corrects, des logements et des loyers décents, du travail pour les chômeurs, des prix abordables pour les denrées de base, etc. C'est leur vie qui dépend de l'issue de ces luttes collectives.

LA CÔTE D'IVOIRE APRÈS LE RETOUR DE GBAGBO.
VERS UNE NOUVELLE CRISE POLITIQUE ?

L'actualité politique de ces trois derniers mois est marquée par le retour de Laurent Gbagbo à la suite de son acquittement par la CPI (Cour Pénale Internationale). Ce retour du dirigeant d'une des trois principales forces politiques du pays vient rebattre les cartes de l'échiquier politique national.

Depuis 2011, Ouattara sous la protection de l'armée française, a bénéficié d'une situation politique favorable qui lui a permis de se maintenir au pouvoir durablement. D'un côté, le FPI de Gbagbo était complètement en débandade, la plupart de ses cadres étaient soit emprisonnés soit en fuite, certains avaient rallié le pouvoir en place, et de l'autre côté, Ouattara était en alliance avec Konan Bédié, président du PDCI, l'autre principale force politique du pays sous la bannière du RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix).

Cette alliance vole en éclat en 2019 lorsque Ouattara, en vue des élections de 2020, crée le RHDP-Unifié au sein duquel tous les partis et groupements politiques faisant partie de l'alliance étaient sommés de fusionner en renonçant à leur étiquette politique. Bédié, président du PDCI, saisit l'occasion pour claquer la porte de l'alliance en criant à la « *trahison* » car, selon lui, Ouattara lui aurait promis de l'aider à reprendre le fauteuil présidentiel en échange d'un soutien sans faille durant ses deux mandats

présidentiels. Or, Ouattara a rempli pour un troisième mandat alors qu'il avait promis le contraire. À partir de là, Bédié s'est positionné comme un opposant.

De son côté, Guillaume Soro, ex chef de la rébellion armée qui a porté Ouattara au pouvoir, se voyant candidat à l'élection présidentielle de 2020, s'est lui aussi retiré de l'alliance. Cela ne s'est pas passé sans conséquence pour lui et ses partisans. Il a été forcé de démissionner de son poste de Président de l'Assemblée Nationale, certains de ses partisans ont été emprisonnés, il est lui-même en exil en ce moment et sous la menace d'emprisonnement.

Ouattara a réussi son passage en force pour un troisième mandat. Toutefois il a en face de lui une opposition qui est en reconstitution. C'est dans ce contexte qu'arrive Laurent Gbagbo.

Un retour tumultueux

L'annonce de l'acquittement de Gbagbo a donné lieu à des scènes de liesse populaires dans les bastions du FPI, surtout à Yopougon. Et le jour de son arrivée (le 17 juin 2021) ils étaient des centaines à braver la police pour accueillir leur leader sur la route de l'aéroport. Mais pour ceux qui ont été les victimes de la xénophobie ambiante qui a prévalu durant les 10 ans de pouvoir de Gbagbo, cela a ravivé de mauvais souvenirs et laissé

un gout amer d'impunité. Un partisan téméraire de Gbagbo, résidant dans la commune d'Abobo réputée pro-Ouattara, a voulu parader avec sa moto ornée de slogans favorables à Gbagbo, il a échappé de peu au lynchage.

Des alliances qui se font et se défont

Depuis la succession d'Houphouët Boigny, décédé en 1993, le paysage politique ivoirien a peu changé. Le centre du pays reste le bastion du PDCI, le nord celui du RDR (devenu RHDP par la suite), le sud et l'ouest celui du FPI. Ce sont les luttes et les alliances entre ces trois partis qui façonnent la vie politique du pays.

Depuis son retour, Gbagbo bat le rappel de ses troupes. Après son arrestation en avril 2011 et son transfèrement à la Haye, son parti le FPI était en lambeaux. Il voudrait reprendre la direction de son appareil politique mais Pascal Affi N'Guessan qui est devenu entre-temps président du FPI n'entend pas lui céder sa place. Du coup, Gbagbo est en train de créer un nouveau parti et laisser l'enveloppe vide du FPI à Affi N'Guessan.

Trois semaines après son retour en Côte d'Ivoire, Gbagbo s'est rendu à Daoukro, fief de Konan Bédié en signe de rapprochement politique. Leur collaboration a débuté déjà deux ans plus tôt quand Bédié en rupture de ban avec Ouattara, s'est rendu à Bruxelles pour rendre visite à Laurent Gbagbo alors en liberté provisoire. Pendant les élections législatives de mars dernier,

le PDCI et EDS (Ensemble pour la démocratie et la souveraineté, une mouvance pro-Gbagbo), nouent une alliance en vue des législatives. Une alliance qui a permis d'envoyer plus de 80 députés à l'Assemblée.

Ainsi, les ennemis d'hier font cause commune pour former une coalition contre Ouattara. Lors de sa rencontre avec Bédié, Gbagbo n'a pas manqué l'occasion de jeter des piques contre Ouattara, l'appelant à « *respecter les textes* » en référence à sa réélection en 2020 pour un troisième mandat jugé inconstitutionnel par l'opposition qui du coup, avait boycotté le scrutin.

Ouattara voit dans ce rapprochement entre les deux poids lourds de l'opposition actuelle une menace contre son pouvoir. Il s'est empressé de dénoncer une alliance de dupes et de rejeter le « *dialogue social inclusif* » que lui ont proposé Bédié et Gbagbo. Mais ce type de rapprochement n'est pas un fait nouveau dans ce pays. Aujourd'hui c'est Bédié et Gbagbo face à Ouattara, hier, c'était Ouattara et Bédié face à Gbagbo, ou encore Gbagbo et Ouattara face à Bédié. La seule chose qui motive ces alliances, c'est leur soif du pouvoir. Pour cela, ils sont prêts à tous les coups, y compris aux pires actes.

Leur prétendue réconciliation nationale

Pour éviter de passer pour celui qui sabote la prétendue « *réconciliation nationale* » qui est sur toutes les lèvres en ce moment, Ouattara prend à

contre-pied son propre parti en proposant une rencontre de courtoisie à Laurent Gbagbo. Ce tête à tête a été qualifié d'historique par les médias. Quelques jours plus tard, à l'occasion de la fête de l'indépendance du 7 août, il fait libérer 78 prisonniers politiques arrêtés lors de la crise post-électorale de 2020. Mais derrière ces gestes d'apaisement, ces sourires et ces accolades il n'y a que des manipulations politicardes. Dès que leurs intérêts personnels et ceux de leur clan l'exigeront, ils n'hésiteront pas à déterrer la hache de guerre en faisant recours, si besoin, aux poisons de l'ethnisme, de la xénophobie et du communautarisme. L'adage ne dit-il pas « *qui a bu, boira* » ?

Aujourd'hui, il reste encore des centaines de prisonniers politiques civils et militaires derrière les barreaux. Laurent Gbagbo, lui-même est sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison et d'une forte amende pour l'affaire du « casse » de la BCEAO. Cette condamnation reste comme une épée de Damoclès sur la tête de Gbagbo et sa mise en application est entre les mains de Ouattara. C'est une arme politique que ce dernier pourrait sortir à tout moment pour écarter son rival s'il se mettait trop en travers de sa route.

Face au risque d'une nouvelle crise politique

Ainsi, 11 ans après la crise de 2010, on retrouve les mêmes acteurs avec la même soif de pouvoir. Pour assouvir leurs ambitions personnelles, ces politiciens sont capables d'entraîner le pays vers un nouveau chaos sanglant. Chacun puise ses forces dans son camp ethnique ou régional. C'est un piège qui risque à

nouveau de pousser les populations à s'entre-déchirer. La crise économique actuelle, la misère, le chômage, les bas salaires pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, la flambée des prix qui aggrave les conditions d'existence d'une partie de plus en plus importante des couches populaires, sont autant de terreau permettant à ces partis bourgeois de recruter des bras et des cerveaux pour leurs basses besognes. Mais la classe ouvrière, elle, ne possède pas de parti politique pour défendre ses intérêts de classe et pour proposer une politique à l'ensemble des couches populaires déshéritées afin qu'elles ne se laissent pas tromper par les démagogues de tout poil.

La tâche des militants communistes révolutionnaires c'est d'œuvrer pour la construction de ce parti qui fait tant défaut à la classe ouvrière, de propager l'idée que les travailleurs, quelles que soient leur origine ethnique ou religieuse, leur nationalité ou leur couleur de peau, constituent une seule classe dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux de la classe parasite et exploiteuse qu'est la bourgeoisie. La lutte pour l'amélioration des conditions d'existence de tous les travailleurs, pour les augmentations de salaires permettant de faire face à la vie chère, pour des logements décentes à des prix accessibles aux revenus modestes, pour l'accès à la santé et à l'éducation de leurs enfants, etc. sont autant de revendications correspondant aux aspirations de toutes les couches pauvres. C'est ce programme qui peut constituer une précieuse perspective unificatrice en cette période lourde de menace de déchirements fratricides des classes populaires.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GRÈVE DES AGENTS PÉNITENTIAIRES : L'ÉTAT RÉPOND À LEURS REVENDICATIONS PAR UNE RÉPRESSION VIOLENTE

Le 18 août dernier, les gardes pénitentiaires sont entrés en grève. Leur mouvement était général car il a touché les 33 prisons que compte le pays. Les agents réclament entre autres, le réajustement de leur indemnité de logement à 90.000 F, 110.000 F, 200.000 F selon les grades, ainsi que le paiement des arriérés de ces indemnités. Ils réclament aussi des tenues de travail car depuis 2014, ils n'en ont pas reçues. Depuis, ce sont les agents eux-mêmes qui se font confectionner les tenues. Ils souhaitent par la même occasion bénéficier des primes Covid 19 car ils sont au premier plan et parfois au contact avec les malades. Les agents ont signalé qu'une vingtaine d'entre eux ont été contaminés par le corona virus. En gros, ils veulent de meilleures conditions de vie et de travail.

Depuis des années, ces agents sont en négociation avec leur ministère de tutelle. Mais ces négociations traînent en longueur. Excédés par les promesses non tenues de leur direction, ils ont décidé de faire grève.

Dès l'entame de la grève, la Maca, la prison d'Abidjan, a été encerclée par un impressionnant dispositif de forces de l'ordre. Il y avait la BAE, le GMI, la CRS, et même la gendarmerie. De gros engins blindés ont été postés à l'entrée, des centaines de policiers armés ont pris position par endroits. Ça ressemblait à une scène de préparation de guerre.

Les gardes pénitentiaires ne se sont pas dégonflés pour autant et ont tenu bon face aux corps habillés

massés en grand nombre. Il y a eu de violentes échauffourées, les grévistes ont été gazés. Des courses poursuites ont eu lieu jusque dans les quartiers environnants, semant la panique chez les habitants. Plusieurs coups de feu ont été tirés. Un jeune homme a même trouvé la mort par une balle perdue devant une succursale de la SODEFOR à proximité. Au moins une dizaine de grévistes ont été arrêtés et jetés en prison. Toute cette répression n'a pas empêché la grève de poursuivre son cours.

Les agents ont repris le travail, même si toutes leurs revendications ne sont pas satisfaites. Mais vu la mobilisation dont ils ont fait preuve, leur direction sera bien contrainte de se pencher sur les problèmes.

La répression féroce de cette grève n'est pas fortuite. Il se trouve que la Maca est située juste à proximité de la plus grande zone industrielle du pays et les travailleurs qui s'y trouvent ont aussi de nombreuses revendications à faire valoir. Il s'agit pour les tenants du pouvoir de leur montrer ce qui les attend s'ils s'avisent de faire grève comme les agents pénitentiaires.

En effet, pour défendre les intérêts des capitalistes le gouvernement ne va faire aucun cadeau aux travailleurs. Seule une forte mobilisation peut faire plier patronat et gouvernement.

L E U R S O C I E T E

RENTÉE SCOLAIRE 2021-2022 : LES MÊMES DIFFICULTÉS POUR LES TRAVAILLEURS

Le 13 septembre prochain est la date de la rentrée des classes. Pour les parents riches, il n'y a pas vraiment d'inquiétude pour scolariser les enfants. D'ailleurs c'est tout heureux qu'on accompagne les enfants à l'école. Mais pour les ouvriers, les petits employés de bureau, etc. c'est un véritable casse-tête.

Depuis des décennies, la croissance du nombre des établissements scolaires ne suit pas celle des élèves. Au niveau de la maternelle et du primaire, les établissements sont rares. La plupart des parents sont obligés d'envoyer leurs enfants dans le privé.

Au niveau du secondaire, c'est pareil. Les établissements publics sont rares et les inscriptions et frais annexes avoisinent maintenant 20.000f par enfant. L'insuffisance des établissements secondaires publics oblige l'État à affecter un grand nombre d'élèves dans des établissements privés. Dans ces établissements, les inscriptions et frais annexes ne sont pas partout pareils. Pour chaque élève c'est au minimum 50.000f de frais pour l'inscription. Ils peuvent monter jusqu'à plus de cent mille selon l'établissement. Bien avant cette inscription auprès de l'établissement, il faut d'abord payer

3000f que le gouvernement exige comme inscription en ligne chaque année pour être reconnu dans ses fichiers. Si l'enfant n'a pas été à l'école durant plusieurs années, il doit forcément payer 3000f de frais pour chaque année d'absence et aussi pour l'année à venir avant d'être reconnu dans les fichiers officiels.

Après l'inscription, il faut payer : les fournitures, la nourriture de l'enfant, le transport pour aller à l'école et aussi acheter au moins deux tenues pour l'enfant, etc. c'est au minimum 1000f par jour pour chaque enfant, rien que pour la nourriture et le transport. Dans ces conditions, scolariser un seul enfant est devenu très difficile pour un travailleur. Imaginons quand il y a plusieurs enfants.

Les patrons accordent des prêts scolaires à certains travailleurs. Mais là encore le problème n'est pas réglé. Les salaires sont tellement faibles qu'un an après on n'a pas encore fini de rembourser. Pourtant ce ne sont que des petites sommes qu'ils nous avancent.

Les dirigeants de ce pays prétendent que l'enseignement et la santé sont libres et accessibles à toutes les classes populaires. C'est du pipeau !

L E U R S O C I E T E

TÉMOIGNAGE D'UNE ÉLÈVE : LES ÉLÈVES SONT TRAITÉS COMME DU BÉTAIL

« Je suis issue d'une famille ouvrière et je fréquente le lycée moderne de Koumassi à Abidjan. Dans mon lycée l'inscription en ligne coûte 6500f. Après cela, il faut encore payer 12 500f à l'école. Les conditions d'études sont déplorables. Dans cet établissement, il y a environ 8.000 élèves. Nous sommes 120 par classe et on fait la double vacation. C'est-à-dire que la même salle est occupée par deux classes. Dans ces salles les allées entre les rangées n'existent pas. On s'assoit à 4 ou 5 élèves par banc prévu pour deux élèves. Malgré cela les bancs ne suffisent pas, ils nous font payer encore 1000f par élève pour soi-disant confectionner des bancs, mais on n'en reçoit pas.

Il n'y a pas de latrines pour les élèves dans mon lycée. En cas de besoin, il faut parcourir 1 à 3 km pour avoir un wc public et payer pour y avoir accès.

L'actuel maire a fait casser la clôture du lycée. Il avait dit qu'il allait la faire reconstruire. Mais actuellement

on voit que ce sont des magasins qu'il a fait construire pour mettre en location. Pendant ce temps, les « microbes » viennent nous agresser dans le lycée sans être inquiétés. Ces agressions ont même fait deux morts. Par peur, certains élèves ne veulent plus fréquenter l'établissement. Nos autorités ne disent rien ».

Cette réalité est partagée par de nombreux élèves de familles pauvres dans toute la Côte d'Ivoire. La bourgeoisie traite les enfants des pauvres comme elle traite leurs parents sur les chantiers, dans les usines, les plantations, etc. La grande majorité de ces enfants seront amenés demain à devenir des prolétaires comme leurs parents aujourd'hui.

Voilà pourquoi il est nécessaire de gagner les élèves aux idées communistes révolutionnaires dès maintenant. Il n'y a pas d'âge pour rejoindre le combat de la classe ouvrière et d'œuvrer au renversement de la bourgeoisie pour un changement total et radical.

POUR LA RENTRÉE DES TOUT-PETITS, LES PARENTS TRAINENT LE PAS

Les inscriptions ont été lancées sur l'ensemble du territoire le jeudi 30 août pour les tout-petits qui font leurs premiers pas à la maternelle et au CP1. Pour le moment, ce n'est pas l'affluence, les parents se font désirer. Elle est loin la période où les parents jouaient des coudes pour trouver une

place à leurs progénitures. Actuellement, la plupart des parents ne tiennent plus compte de la date officielle de la rentrée des classes. Ils attendent plutôt de réunir l'argent nécessaire avant que les enfants prennent le chemin de l'école.

L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LE COVID : LE GOUVERNEMENT CONTINUE SON CINÉMA !

Comme on pouvait s'y attendre, à l'exemple de beaucoup de pays, le nombre de personnes atteintes de Covid-19 ne cesse de croître avec l'apparition du variant Delta. En Côte d'Ivoire, l'évolution de la pandémie semble inquiétante : 76 cas ont été dénombrés le 28 juillet. Un mois plus tard, le 30 août, le chiffre monte à 410 dont 6 décès déclarés. Depuis lors, le nombre de décès quotidien officiellement reconnu tourne autour de ce chiffre, mais la réalité est certainement bien plus grave.

Face à cette situation largement prévisible, quels moyens l'État a-t-il mis en œuvre ? Le 1^{er} septembre, le ministre de la Santé déclarait : « *nous mettrons tous les moyens pour une prise en charge effective des malades du Covid-19* ». Ce qui signifie bien que rien ou presque, n'a été fait depuis tout ce temps.

D'ailleurs, ce n'est pas d'aujourd'hui que le personnel des CHU réclame du matériel et du personnel supplémentaire pour la prise en charge des malades. Tout manque ! Il n'y a aucune action concrète venant du gouvernement pour venir en aide aux soignants qui sont obligés de faire avec les moyens du bord.

D'ailleurs, le porte-parole du « *Comité de veille* », le Pr Serge Eholié, ne dit pas autre chose. Il déclarait lors d'une conférence de presse le 31 août que « *90% des sites publics et mêmes privés d'hospitalisation sont saturés (...)* » et d'ajouter que la dernière réserve

d'accueil de malades de 140 lits sera mise à disposition cette semaine dans la commune d'Anyama.

Ainsi, les riches et les dirigeants politiques atteints du Covid pourront toujours prendre un avion sanitaire pour être évacués, le plus souvent aux frais de l'État, vers un pays mieux outillé. D'autres pourront se faire soigner dans une clinique privée à coup de millions de francs. Par contre, pour les pauvres, seulement 140 malades pourront être orientés à Anyama. Les autres pourront mourir dans un couloir d'un centre de santé ou dans un CHU, si on veut bien les accepter. Dans tous les cas, le gouvernement n'a rien prévu pour eux.

Pour ce qui concerne la vaccination, à ce jour, moins de 1,5 million de doses ont été injectées. Quand on sait qu'il faut aujourd'hui deux doses pour une personne, ce sont donc 750 mille personnes qui ont pu bénéficier d'un vaccin. Cela représente peu de monde, quand on sait que l'agglomération d'Abidjan compte à elle seule plus de 6 millions d'habitants.

Le gouvernement n'a pas trouvé de l'argent pour vacciner la population, alors qu'il a distribué par ailleurs des milliards aux entreprises sous prétexte de les aider à passer la crise du Covid !

Ce gouvernement, comme tous ceux qui l'ont précédé, est avant tout au service des riches ! Il ne fera rien pour les pauvres, sans y être contraint et forcé !

L E U R S O C I E T E

AFFAIRE DE VIOL À LA TÉLÉ : DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, L'ARGENT EST DIEU !

Un animateur vedette de la télévision, Yves de MBella, a animé une émission le 30 août sur la chaîne NCI en invitant un violeur pour qu'il reproduise sur un mannequin son acte de viol. Ce fut une véritable apologie du viol et cela a été ressenti comme tel par un grand nombre de téléspectateurs.

Cette émission à vomir a fait réagir à juste raison, notamment, les associations de défense des femmes et les réseaux sociaux. C'est ce qui a fait monter au créneau les politiciens de tous bords, les religieux, les gens du gouvernement, etc., pour faire bonne figure.

L'appareil judiciaire a été aussitôt mis en branle. L'animateur, protégé par ses liens politiques, a écopé seulement d'un semblant de sanction. Quant au pantin violeur, un pauvre type venu se vendre pour quatre sous, il a écopé de deux ans de prison ferme.

Il s'agit évidemment là d'une parodie de justice. Si justice, il y en avait dans cette affaire, ce n'est pas ce malade qui devait être mis en prison. Il serait peut-être plus à sa place dans un hôpital psychiatrique. Par contre, oui, ce sont les responsables de cette chaîne de télévision privée et son propriétaire qui devraient être mis en prison. Sans leur aval, cette programmation n'aurait pas pu être faite. Or, la seule chose qui les guide, c'est de faire le maximum d'audience pour faire le maximum de recette publicitaire, peu importe le contenu du programme. Tout le système

capitaliste fonctionne selon le même principe.

Hier c'était l'esclavage, la colonisation et les travaux forcés. Aujourd'hui, sous le règne du capitalisme moderne, c'est l'esclavage salarié dans les usines, la prostitution, les « *placements des petites bonnes* » auprès de prétendues « *bonnes familles* » mais qui ne sont rien d'autres que de la traite infantile ! Et la femme, particulièrement celle de famille pauvre, est la plus exploitée. C'est donc elle qui subit en premier toute la violence de cette société barbare.

Alors, l'Abbé Abékan a beau appeler « *les décideurs politiques, les chefs traditionnels, les leaders religieux, les leaders d'opinion, ensemble pour construire une société de valeurs (...) afin d'offrir aux générations futures un bon héritage* ». Ce n'est là qu'un vœu pieux venant surtout d'un défenseur de cette société capitaliste. En somme, il fait comme tous les politiciens bourgeois et autres imams qui ont réagi dans le même sens.

Ce genre de barbarie, comme toutes les violences faites sur les humains prendra fin quand les travailleurs se révolteront dans un mouvement d'ensemble pour renverser l'ordre bourgeois. Ils exproprieront alors les capitalistes et renverseront par la même occasion leur pouvoir politique, pour mettre en place une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes formes d'oppression.

L E U R S O C I E T E

QUI VA PROFITER DE LA DÉCOUVERTE DU PÉTROLE ET DU GAZ ?

Le gouvernement fait de grandes publicités sur la prétendue découverte de beaucoup de pétrole et de gaz en eau profonde au large des côtes ivoiriennes. Si c'est effectivement le cas et si ces gisements s'avèrent exploitables, c'est la société italienne Eni qui sera la grande bénéficiaire puisqu'elle détient 90% des parts des actions. Comme cette entreprise italienne, il y a 11 « *opérateurs pétroliers* » qui œuvrent dans le bassin sédimentaire ivoirien.

Au Nigéria, ils ont beaucoup de pétrole mais il n'empêche que la grande majorité de la population est très pauvre, particulièrement dans ces régions pétrolières, à cause de la guerre et de la pollution. Au Soudan, ils ont aussi beaucoup de pétrole. Là aussi, c'est la guerre et la misère au quotidien depuis de nombreuses

années pour la majorité de la population.

Partout, se développent des guerres ethniques provoquées par les dirigeants politiques qui veulent tous arriver au pouvoir et se mettre à la mangeoire, sachant qu'il y aura pour eux à boire et à manger avec l'argent de la corruption.

Alors, il n'y a aucune raison de penser que les populations pauvres en Côte d'Ivoire échapperont à cette règle. Si ces gisements s'avèrent exploitables et rentables pour les capitalistes, les dirigeants au pouvoir y trouveront certainement de quoi se remplir les poches, comme au Gabon, au Nigéria, au Congo et ailleurs. Mais pour la population pauvre ce sera la continuation de la même situation, sinon en pire.

DÉMAGOGIE SUR LA HAUSSE DES PRIX !

Les prix ont augmenté aussi bien pour les produits de première nécessité que certains autres dans divers domaines tels que la cimenterie. Cette flambée des prix a donné lieu sur les réseaux sociaux à des échanges entre les deux camps, pouvoir et opposition.

Pour le pouvoir, parler de la hausse des prix serait de « *l'exagération* », le résultat d'une « *pure campagne de désinformation de l'opposition* », etc. Ce serait en outre la conséquence d'une situation mondiale et du fait des commerçants.

On entend par ci par là qu'« *on ne mange pas les ponts et le goudron* » en référence aux différents ponts et routes qu'Alassane Ouattara est en train de construire. Les partisans de Gbagbo disent que quand celui-ci était au pouvoir tout était moins cher. Pourtant en 2008, des journées de manifestations ont eu lieu à Abidjan contre la vie chère, Gbagbo était alors au pouvoir. Des barricades ont été dressées par les jeunes dans certains quartiers, des tirs de police sur les manifestants avaient même fait un mort et plus d'une dizaine de blessés.

L E U R S O C I E T E

Peut-être qu'aujourd'hui, l'État arrive à mieux museler les forces qui veulent se plaindre contre la cherté de la vie mais il n'en demeure pas moins que la grogne est là car la vie est difficile pour une très grande partie de la population. Une marche avait même été projetée pour le 19 juillet.

Les deux camps ont toujours fait ce jeu selon qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition ! Le terme « *le sachet de la ménagère* » n'a pas été inventé sous Alassane Ouattara, il existait bien avant. Ce terme faisait référence aux mamans qui allaient au marché munies d'un sachet noir à la place d'un panier parce que tout avait augmenté.

Pour la majorité de la population qui souffre depuis de nombreuses années, il faut plus que des envolées sur les réseaux sociaux !

Les salaires de nombreux ouvriers suffisent à peine à les faire vivre, alors leurs familles, on n'en parle pas. Les ouvriers touchent en moyenne 85 000 f pour les plus chanceux. Les loyers, même dans les quartiers précaires, subissent des hausses, notamment à cause des

déguerpissements. À cela, s'ajoute le paiement de la caution et du loyer à payer par avance. Pour les produits de première nécessité, le litre d'huile est passé de 825 f à 1 100 f voir 1 200 f à la boutique. Auparavant, l'on pouvait acheter de l'huile pour 50 f dans les boutiques, aujourd'hui minimum 100 f et encore certains commerçants refusent ! Le prix du kilo de viande sans os est passé de 2 500 à 3 000 f, un bond de 500F. De plus il n'est souvent plus possible de se faire servir de la viande pour 500 F au marché. Le lait était déjà un peu un produit de luxe ; avec ces augmentations, c'est du grand luxe !

Face à cette situation le gouvernement se contente de prendre quelques mesurette qui consistent par exemple à effectuer de prétendues opérations de contrôle chez les commerçants qualifiés de récalcitrants. La protestation ne doit pas s'arrêter aux discussions de salons. La responsabilité des grands groupes qui ont la mainmise sur l'approvisionnement et qui font des profits doit être mise à l'index.

MALI : QUAND LE NOUVEAU POUVOIR JOUE AU JUSTICIER

Karim Keïta, fils aîné de l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK, renversé par le coup d'État du colonel Assimi Goïta en août 2020) est connu pour ses frasques et son train de vie de nabab durant les sept années de pouvoir de son père. Dans le sillage de son papa, il s'était fait élire député en 2013 puis a été propulsé à la présidence de la Commission de la Défense de l'Assemblée. C'était un poste juteux qui lui permettait de puiser en toute tranquillité dans le budget « *top secret* » de l'armée malienne. Il était alors intouchable et ne tolérait pas qu'un journaliste mette son nez dans ses affaires d'enrichissement personnel. C'est ainsi qu'un journaliste (Birama Touré) qui enquêtait sur lui pour le compte d'un hebdomadaire malien, est porté disparu depuis janvier 2016. Selon sa famille et son directeur de publication, ce journaliste a été enlevé, torturé et tué après plusieurs mois de détention.

Dès le départ, la justice malienne avait mis le couvercle sur cette affaire car elle était alors sous les ordres d'IBK, père et protecteur de l'accusé. Aujourd'hui, c'est cette même justice sous la botte des putschistes qui fait semblant de découvrir qu'il y a eu un crime et prétend poursuivre l'assassin. Seulement ce dernier a eu le temps de fuir depuis le coup d'État de 2020. Il se trouve actuellement en Côte d'Ivoire sous la protection du président Ouattara, le même qui a accueilli Blaise Compaoré, l'ancien dictateur du Burkina Faso après son renversement à la suite d'un soulèvement populaire en octobre 2014. Lui aussi est poursuivi par la

justice de son pays pour avoir assassiné son ancien compagnon de route Thomas Sankara.

C'est dans la même foulée que la justice malienne fait semblant de découvrir aujourd'hui que l'achat de l'avion présidentiel par l'ancien président IBK était entaché de malversations et de détournements de fonds publics au sommet de l'État. C'est ainsi que, Soumeylou Boubèye Maïga (ex Premier ministre d'IBK), vient d'être mis sous mandat d'arrêt par le tribunal de Bamako. Il est accusé d'avoir participé à des opérations frauduleuses alors qu'il était ministre de la Défense au moment de l'achat de l'avion présidentiel.

Il ne faut surtout pas croire que la justice malienne est devenue d'un seul coup, soucieuse de traquer les assassinats politiques et les affaires de corruption. Il ne s'agit-là que de règlements de compte entre les nouveaux arrivants au pouvoir et les anciens. Il faut bien que les nouveaux fassent semblant de « *balayer la maison* » pour se donner une image de redresseurs de torts. Alors ils vont se faire de la publicité à bon compte en poursuivant quelques individus haut placés. Mais ils n'iront pas jusqu'à chercher des poux sur la tête des hauts galonnés de l'armée dont l'enrichissement à grande vitesse est connu de presque tout le monde, ce serait se tirer une balle dans le pied. La population malienne est habituée à ce genre de cinéma après chaque coup d'État. Le pouvoir change de mains mais les mêmes pratiques mafieuses demeurent.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.